



Monsieur le Président  
Palais de l'Elysée  
55 rue du Faubourg Saint Honoré  
75008 PARIS

Objet : Crise politique congolaise.

Grigny, le 31 janvier 2018

Monsieur le Président,

Je vous écris afin de vous faire part de ma profonde préoccupation que m'inspire la situation politique difficile qui prévaut en République Démocratique du Congo, depuis 2016, à la suite des élections présidentielles non organisées dans les délais constitutionnels.

Cette crise a pris de l'ampleur, en ce début de l'année, suite à une intervention musclée de l'armée et de la police contre des citoyens qui manifestaient pacifiquement pour exiger du pouvoir de Kinshasa le retour à l'ordre constitutionnel. Ce qui est inédit, dans cette intervention barbare, est l'attaque des chrétiens dans des maternités et à l'intérieur des églises : chose qui ne s'est jamais produite, dans aucun pays du monde, en ce début du XXIème siècle.

Face à la gravité de ces actes, les Congolais se tournent vers la France, pays de Voltaire et des défenseurs historiques de la démocratie qui ont combattu intellectuellement contre l'intolérance et le totalitarisme afin qu'elle prenne une position claire sur ce qui se passe actuellement en République Démocratique du Congo.

La France, pays des droits de l'homme et l'un des pays au monde qui a inventé le droit à l'ingérence humanitaire et référente en matière de démocratie, ne doit pas rester neutre dans la crise politique qui paralyse les institutions politiques congolaises et qui provoque des pertes de vies humaines.

Tout au long de son histoire, la France a toujours su faire preuve de leadership pour défendre les valeurs démocratiques. C'est en ce sens-là que vous avez, au nom du peuple Français, condamné les exactions commises en République Démocratique du Congo le 31 décembre 2017 et le 21 janvier 2018. Néanmoins, face à la profonde détresse dans laquelle est plongé le peuple congolais, la voix de la France ne peut pas se limiter à une simple condamnation. Elle doit, Monsieur le Président, être portée au Conseil de sécurité des Nations Unies pour demander d'une part la redéfinition du mandat de la MONUSCO sur la protection des civils et d'autre part le maintien à l'isolement militaire et économique du régime de Kinshasa.

Au nom du Conseil des Elus locaux Français Originaires du Congo Kinshasa, je vous appelle solennellement, Monsieur le Président, à jouer de votre influence, en RDCongo et dans le monde, afin que le peuple congolais, ami de la France, puisse être protégé et puisse avoir le droit de choisir librement ses dirigeants. Monsieur le Président, une RD Congo institutionnellement stable et sécurisée serait une garantie

pour le développement économique de toute l'Afrique centrale et pour tout l'espace francophone dont la France est le pays moteur.

Dans l'espoir que cet appel citoyen et fraternel des congolais que je relaye, en ma qualité d'élue française, sera entendu et suivi des faits, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Claire TAWAB  
PRESIDENTE  
Adjointe au Maire de Grigny (91)